

Le pouvoir change de main mais pas de visage



Après la douche froide provoquée par l'arrivée de Sidi Mohamed Ould Boubacar à la Primature, c'est un coup de semonce que les Mauritaniens ont ressenti à l'annonce du premier gouvernement de l'alternance.

Une équipe qui suscite déjà espoirs et craintes, eu égard au poids des défis et à l'inexpérience politique de la majorité de ses membres.

NOUVEAU GOUVERNEMENT

Le pouvoir change de main mais pas de visage

Après la douche froide provoquée par l'arrivée de Sidi Mohamed Ould Boubacar à la Primature, c'est un coup de semonce que les Mauritanien ont ressenti à l'annonce du premier gouvernement de l'alternance.

Manifestement, le Conseil militaire pour la Justice et la Démocratie prend son temps dans ses procédures. Il a d'abord fallu attendre trois jours après sa prise de pouvoir pour connaître le nom du locataire de la Primature. Puis quatre autres jours pour que la liste de la nouvelle équipe gouvernementale tombe. Dans un cas comme dans l'autre, l'unanimité ne s'est pas faite au sein de l'opinion, dans les choix des personnes.

C'est une équipe inattendue qui a été appelée aux affaires, et qui est en grande partie inconnue du grand public. Nonobstant leur virginité politique, tous les membres du gouvernement ont milité dans le Prds, exception faite de Me Ould Bettah. Parviendront-ils à garder leur indépendance vis-à-vis d'un parti qui les a créés ? En tout cas, le pouvoir étant aux mains du Conseil pour la Justice et la Démocratie, le colonel Ely Ould Mohamed Vall pourrait avoir bien fait, en cooptant des hommes sans ambition politique déclarée, qui ne cherchent pas à avoir une influence sur le cours des choses et qui devraient respecter leurs engagements. Les poids lourds de la politique nationale n'étant jamais indifférents et ne laissant jamais les autres indifférents, s'ils étaient choisis, seraient mus par de nouveaux appétits. Le message du colonel Ely Ould Mohamed Vall est clair : aux hommes politiques et à la société civile d'assumer leur responsabilité, la période de l'alternance sera conduite par l'équipe la plus neutre possible !

Ainsi, exception faite des postes économiques et des affaires étrangères qui sont indéniablement confiés à des méritants, tous les autres membres du gouvernement sont des illustres inconnus sur la scène politique.

Le public a eu droit à une équipe de 27 ministres. Les seuls connus du grand public sont **Ahmed Ould Sid'Ahmed** aux affaires Étrangères. Les mauritanien se rappellent de ce diplomate de carrière qui fut le signataire de l'acte d'établissement

des relations diplomatiques avec Israël. Demis par Ould Taya, le ministre sera affecté à Dakar puis à Damas comme ambassadeur. Son retour devra conforter Tel Aviv. Intègre et travailleur, on lui crédite d'une certaine rigueur, même si par ailleurs, certains jugent que ces dernières années, il a longuement battu de l'aile pour être remarqué par Ould Taya. En vain. Le second personnage connu du grand public est **Monsieur Abdallahi Ould Souleymane Ould Cheikh Sidiya**. Ancien ministre des Affaires économiques, il n'avait lui aussi rien ménagé pour séduire Ould Taya. En désespoir de cause, il avait quitté le pays après avoir demandé la permission au président de la République. Travaillant pour le compte du Fonds Koweïtien pour le Développement, il sera déniché par les militaires. Le troisième n'est autre que **M. Ba Saïdou Moussa**, éphémère gouverneur de la BCM puis directeur du Trésor avant d'atterrir dans une sombre Direction de la tutelle des entreprises au ministère des Finances. Ce juriste ayant évolué comme magistrat à la Cour des comptes s'était révélé un piètre technicien. Sans grande envergure et sans réel personnalité. Sa nomination répond à un critère que nous croyions révolu. Peul nomade, il chasse un autre, **Diallo Abou Moussa** qui a pourtant marché à Kaédi et à Maghama, en soutien à la junte militaire.

La grande bonne surprise du gouvernement est celle de **Me Mahfoudh Ould Bettah**. Suspendu une année durant de ses fonctions, il réalise une belle revanche sur ses anciens adversaires. Ancien Bâtonnier de l'Ordre des Avocats, militant convaincu et engagé des droits de l'homme, il est véritablement « l'homme qu'il faut à la place qu'il faut ». Le ministère qu'il occupe est d'une importance primordiale pour le futur de l'alternance en Mauritanie. C'est en fait sur ses épaules que reposent toutes les réformes juridiques (révision de la constitution, mise en place d'un nouveau code électoral, création d'un com-

mission électorale indépendante...) Aussi, il lui reviendra de se pencher sur l'affaire de la justice en Mauritanie, secteur qu'il connaît comme sa poche. Ses appels répétés à son assainissement, au bannissement de la corruption, de l'incompétence des magistrats, du laisser-aller juridictionnel, de la non exécution des ordonnances de justice, devraient avoir en lui l'émissaire envoyé pour une mission dont il rêvait tant.

Ould Bettah sera, plus que quiconque, apte à faire comprendre à la junte militaire, la nécessité de se pencher de manière dépassionnée, neutre et humaine, sur la question du passif humanitaire du régime déchu et des incertitudes qu'il peut poser sur l'avenir d'un État de droit pacifié en Mauritanie. En outre, la société civile et les partis politiques auront certainement en lui un interlocuteur attentif.

Le ministère de l'Intérieur, jusque-là cheville ouvrière de toutes les mascarades électorales que le pays a connu de 1986 à nos jours, est confié à un ancien conseiller de l'équipe renversée. Peu connu du grand public, **Mohamed Ahmed Ould Mohamed Lemine**, le nouveau ministre qui fut préfet, devra, en collaboration avec le colonel Ould Ghazouany de la DGSN, nettoyer l'écurie d'Au-gias qu'est la police nationale.

Toute ère nouvelle de démocratie et de justice passe impérativement par là. Le premier ennemi de la justice, de la liberté et de l'égalité des citoyens en Mauritanie, est d'abord et surtout la police. Ce corps, laissé à lui-même, sévit dans tous les coins du pays comme une bande de pillards. De telle sorte qu'ils ne représentent pas un corps républicain, digne de respect. La junte militaire est attendue sur ce front. Les citoyens aspirent à ne plus jamais voir des hommes en treillis pourchassés les taximen, entraver la liberté de circulation des personnes et commettre des bévues à l'emporte pièce, sans que lumière ne soit faite.

Le ministère de l'Éducation a été scindée en deux. D'un côté celui de

l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique que dirige **Nagi Ould Mohamed Mahmoud**. Sortant de Syrie, Ould Mohamed Mahmoud n'a pas été toujours brillant pendant ses études. Peut être qu'il a eu le temps de parfaire ses connaissances en se penchant sur les Archives nationales qu'il gérait. Autre pan de l'Éducation, le ministère de l'Enseignement primaire et secondaire, confié à **Cheikh**



Ely Ould Mohamed Vall
le nouvel homme fort du pays

Suite page 9

COMMUNIQUE

Le Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie par décret n°095-2005 en date du 10 août 2005 nomme les personnes dont les noms suivent :

Ministre des Affaires Étrangères et de la Coopération :
Ahmed Ould Sid'Ahmed
ministre de la Justice : Mahfoudh Ould Bettah
ministre de l'Intérieur, des Postes et des Télécommunications :
Mohamed Ahmed Ould Mohamed Lemine
ministre des Finances : Abdallahi Ould Souleymane Ould Cheikh Sidiya
ministre des Affaires Économiques et du Développement :
Mohamed Ould Abed
ministre des Pêches et de l'Économie Maritime :
Sidi Mohamed Ould Sidina
ministre de l'Équipement et des Transports : Bâ Ibrahim Demba
ministre de la Culture, de la Jeunesse et des Sports : Mahla Mint Ahmed
ministre du Commerce, de l'Artisanat et du Tourisme :
Bâ Abou Ibrahimane
ministre de l'Énergie et du Pétrole : Mohamed Ali Ould Sidi Mohamed
ministre de l'Hydraulique : Ely Ould Ahmedou
ministre des Mines et de l'Industrie :
Mohamed Ould Ismaël Ould Abeidna
ministre Développement Rural et de l'Environnement : Gandéga Silly
ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique : Naji Ould Mohamed Mahmoud
ministère de l'Enseignement Primaire et Secondaire :
Cheikh Ahmed Ould Sidi Ahmed
ministre de la Fonction Publique et de l'Emploi :
Mohamed Ould Ahmed Ould Jeck
ministre de la Santé et des Affaires Sociales : Saadha Ould Bahaida
ministre chargé de la lutte contre l'Analphabétisme, à l'Orientation Islamique et à l'Enseignement Originel : Yahya Ould Sidi Moustaph
ministre de la Communication : Cheikh Ould Abba
Secrétaire d'État chargé de la Promotion Féminine :
Nebghouha Mint Tlamid
Secrétaire d'État auprès du Premier ministre chargé des Technologies Nouvelles : Moniana Mint Sow Mohamed Deyna
Secrétaire d'État chargé de l'État Civil : Abdi Ould Horma
Secrétaire d'État chargé du Maghreb Arabe :
Bissimillah Elih Ould Mohamed
Secrétaire Général du Gouvernement : Bâ Seydou Moussa

kh Ahmed Ould Sid'Ahmed qui travaillait déjà dans le secteur puisqu'il s'occupait jusque-là du personnel de ce Département.

A priori, la décision est assez sage. A voir l'état du système éducatif, une cure de cheval était bel et bien nécessaire. Le gouvernement de la transition aura accompli une oeuvre salubre pour le pays, s'il réussit à mettre réellement en pratique la réforme déjà introduite. Une certaine fermeté sera nécessaire pour que le cadre humain de ce secteur soit à la hauteur des tâches.

L'enseignement doit être revalorisé par une prise en considération des conditions de vie des enseignants. Rien ne doit être ménagé pour que ceux-ci soient amenés à aimer ce qu'ils font, qu'ils puissent se sacrifier pour

leurs enfants et pour leur pays.

Les autres secteurs sociaux comme la Santé, la Culture et les Sports, auront à gérer le train train quotidien de la demande sociale grandissante. Les Mauritaniens sont mal soignés et les infrastructures n'existent pas. Ce qui fait qu'ils affluent dans les hôpitaux des pays voisins. Les rares soins prodigués en Mauritanie ne sont souvent pas à la portée des masses. A voir le niveau d'incompétence notoire des médecins, et leur quête inassouvie du gain, **M.Saadna Ould Bahaidia** aura sans nul doute, la lourde tâche de faire respecter le serment d'Hippocrate dans un corps médical gangrené par l'affairisme et les faux sorciers. A la Culture et aux Sports, **Mahla Mint Ahmed** aura elle aussi fort à

faire. Connue pour son sens de l'organisation, ce professeur d'anglais et ancienne scout, aura bien besoin de ses dispositions pour remettre sur les rails des secteurs où la jeunesse ne se retrouve plus : le cadre des sports est dans le pire de ses états alors que les jeunes n'ont jamais été aussi mal traités.

Le reste de l'équipe est composé de novices politiques mais de bons technocrates. On leur crédite dans l'ensemble d'un certain niveau intellectuel qui devrait incessamment se traduire dans les faits, à travers les dossiers qu'ils auront à traiter. **Ba Ibrahima Demba** à l'Équipement et aux Transports, **Ba Abdourrahmane** au Commerce, à l'Artisanat et au Tourisme, **Aly Ould Ahmedou** à l'Hydraulique, béné-

ficient de préjugés favorables. Quant au ministre de l'Énergie et du Pétrole, **Mohamed Ali Ould Sidi Mohamed**, d'aucuns soutiennent que sa tâche est des plus difficiles, lui qui a pour mission de dépoussiérer le dossier épineux et confus de cette nouvelle richesse jusque-là gérée unilatéralement par un Zeidane Ould Hmeida qui se comportait en surhomme. Au vu de la gestion chaotique qu'il vient de mener à la Somelec, rien ne prédisposerait Ould Sidi Mohamed à relever un tel challenge !

Versatile, **Mouniana Sow Deyna** serait balancée prématurément aux Nouvelles technologies. Par contre **Mohamed Ould Abed** est connu pour son sens de l'organisation et sa forte personnalité. Ayant longtemps séjourné dans le Départe-

ment des Affaires économiques qui lui est désormais confié, il devrait rapidement s'attirer la confiance des bailleurs, au risque de plonger le pays dans l'impasse. Il devra surtout convaincre les institutions internationales de la bonne foi de la junte militaire au pouvoir.

Les ministres titulaires des portefeuilles économiques ont du pain sur la planche. La situation économique du pays est loin d'être des meilleurs. Une fois confrontés à la réalité des chiffres, les nouveaux ministres se rendront compte que le régime défunt ne vendait que du vent, en termes de réalisations économiques. Le niveau de production et de vie des populations est parmi les plus bas dans la sous-région. L'organisation des secteurs vitaux reposait entre les mains de puissants

lobbies économiques qui gravitaient autour du défunt pouvoir. Ces lobbies s'étaient constitués en fédérations, s'arrogeant ainsi le monopole déguisé de tout ce qui avait trait à la vie quotidienne des gens (Fnt, Fmb, Fédération des bouchers, du Commerce...) Ainsi, la libéralisation tant chantée par le régime de Ould Taya n'était que l'incarnation d'une exploitation éhontée du pouvoir d'achat des populations. Toute concurrence était sévèrement réprimée. Les nouvelles autorités doivent, au nom d'une urgence économique nationale, prendre la décision de dissoudre toutes ces fédérations; si elles veulent garantir l'adhésion du ventre du citoyen, après avoir conquis son esprit.